

## Résolution de l'Assemblée Générale de la FNEC FP FO 33 vendredi 31 Janvier 2025 - Bordeaux

L'AG de la fédération Force Ouvrière de l'Enseignement de la Culture et de la Formation Professionnelle de la Gironde s'inscrit pleinement dans la résolution de sa fédération adoptée à Montreuil les 21 et 22 janvier 2025 « *qui revendique un recrutement en masse de personnels dans tous les corps, en urgence, dans le cadre du Statut, alors que la situation du remplacement est d'ores et déjà catastrophique dans plusieurs départements ou académies où les listes complémentaires sont épuisées ou inexistantes. La Commission Exécutive Fédérale appelle les personnels à se réunir, à établir leurs besoins en postes, en heures et à discuter des moyens à mettre en œuvre pour faire aboutir les revendications !* »

### Retraites : un enfumage inacceptable !

L'AG partage la position de son Union Départementale qui rappelle dans son communiqué du 15 janvier : « *Le conclave Bayrou/Macron est un piège tendu aux organisations syndicales libres et indépendantes, celles qui défendent la revendication portée par plus de 90% de travailleurs : Abrogation de la réforme des retraites !* »

L'AG considère que Force Ouvrière doit se retirer au plus vite de ce « conclave » où les salariés n'ont rien à gagner et tout à perdre ! Conformément aux résolutions des congrès confédéraux et des instances confédérales, l'AG réaffirme « *son exigence d'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites et de maintien de tous les régimes de retraites existants, dont le Code des Pensions Civiles et Militaire* » et « *revendique le retour à la retraite à 60 ans à taux plein sans décote après 37,5 annuités.* »

### Enfumage également concernant les postes

L'AG alerte sur les combines de la ministre Borne, qui déclare renoncer aux 4000 suppressions de postes programmées par le gouvernement Barnier alors que les arrêtés du 27 novembre 2024 n'ont pas été modifiés. L'AG s'inquiète aussi de la suppression annoncée des postes retirés au concours par rapport à la session 2024 (336 à l'agrégation, 312 au CAPES, 62 au CAPET et 124 au CAPLP) et de l'annonce des 470 suppressions de postes dans le 1<sup>er</sup> degré alors que la situation dans les écoles explose ! De même, il n'est prévu aucune création de postes pour les personnels administratifs, infirmiers, médicaux, sociaux et d'encadrement alors qu'ils sont en nombre notablement insuffisant. Partout, le gouvernement organise la pénurie de personnels. L'AG revendique l'annulation de toutes les suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires !

### Aggravation de l'Inclusion scolaire systématique

Pour répondre à la problématique de l'inclusion scolaire systématique, la ministre Borne a annoncé la création de 2000 postes d'AESH (déjà prévus par le gouvernement Barnier). L'AG rappelle que déjà de nombreux postes d'AESH ne sont pas pourvus et que ces difficultés de recrutement ne trouveront pas de solution tant que les AESH n'auront pas accès à un statut et un vrai salaire.

De même le gouvernement entend poursuivre l'acte 2 de l'Ecole inclusive qui implique le démantèlement des établissements sociaux et médico-sociaux alors qu'au moins 24 000 élèves sont en attente d'une place dans ces établissements spécialisés. L'AG dénonce cette situation et réaffirme son exigence d'abandon des PIAL (Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés) et des PAS (Pôles d'Appui à la Scolarité).

### Toujours plus d'austérité pour les fonctionnaires !

Bayrou, qui veut faire de l'Ecole « sa priorité », justifie les suppressions de postes par « des difficultés à recruter » ! L'AG rappelle que ces difficultés sont dues largement à la poursuite du gel du point d'indice, annoncée par le ministre Marcangeli et responsable de la baisse du pouvoir d'achat, des personnels de l'Education Nationale, estimée à 31,5 % depuis 2000.

En attendant la revalorisation de nos traitements, l'AG demande l'intégration des primes et indemnités dans celui-ci et le calcul de la pension.

Ce gouvernement, qui s'apprête à faire voter un budget d'économie de guerre, d'austérité pire que celui de Barnier (50 milliards d'euros de coupes budgétaires), envisage de verser seulement 90% du salaire en cas d'arrêt maladie des fonctionnaires et de mettre en place une 2<sup>ème</sup> journée dite de solidarité. Sans contrepartie, Bayrou maintient les aides publiques et les exonérations de cotisations sociales (75 milliards par an) qui permettent aux grands patrons et aux actionnaires de continuer à s'enrichir. L'AG dénonce ce budget d'austérité, sur le dos des salariés et des retraités, et exige l'augmentation des salaires, des pensions et du point d'indice pour tous les agents.

### Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée !

L'AG souhaite que le 120<sup>ème</sup> anniversaire de la loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat soit l'occasion de nombreuses initiatives des laïques, associations, syndicats pour commémorer cette loi fondamentale pour la République, la démocratie et la laïcité. L'AG mandate la FNEC FP FO 33 pour prendre tous les contacts nécessaires à cet effet.

### Défense du statut ! Défense de l'école !

Le constat est clair : pour ce gouvernement, il s'agit bien d'amplifier l'offensive contre les droits des salariés, contre les services publics en continuant d'appliquer toutes les mesures rejetées par les personnels (Parcoursup, Mon Master, réforme du Lycée et du Bac, « choc des savoirs », réforme de la voie professionnelle, Service National Universel, acte 2 de l'École inclusive).

Comme le rappelle la Commission Exécutive de notre Fédération : « *Pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites, le retrait du budget d'austérité et la satisfaction de toutes nos revendications, la construction du rapport de force est à l'ordre du jour. Un tel rapport de force ne peut se limiter à une journée d'action, aussi réussie soit-elle, mais nécessite de poser la question de l'action commune et de la grève pour gagner.* »

Pour ce faire, l'AG s'engage de toutes ses forces pour faire connaître largement les positions de la FNEC FP FO dans les établissements, les écoles et les services de la Gironde :

- en organisant des réunions syndicales pour informer, regrouper les personnels, pour faire valoir les revendications et augmenter le rapport de force pour les faire aboutir ;
- en proposant largement l'adhésion à FO à tous les collègues titulaires et contractuels qui souhaitent rejoindre le syndicalisme libre et indépendant.

Adoptée à l'unanimité des 230 présents,  
moins 1 abstention.

